

est un élément-clé de gouvernement»

L'homme «aux mains propres», voilà, pour nous aujourd'hui, la figure de Bourguiba. La leçon que Ben Ali n'a pas su retenir de Bourguiba c'est que l'intégrité morale d'un chef d'Etat, en politique, est un élément-clé de son gouvernement. Voilà ce que Ben Ali a totalement dilapidé.

Vous avez souvent déclaré que l'ancien président Ben Ali, du moins le système qu'il avait mis en place, «utilisait le droit pour violer le droit». Pouvez-vous illustrer votre propos en vous référant à l'organisation institutionnelle du pays sous l'ancien président Ben Ali et au mode de fonctionnement des pouvoirs durant cette même période ?

Utiliser la loi pour vider le droit de sa substance, telle a été la méthode de gouvernement de Ben Ali. Le malheur c'est qu'il a trouvé assez de juristes pour l'aider. Ce sont ces juristes que je ne comprendrai jamais. Notre Constitution, nos lois, sont devenus des pièges contre le sens du droit et la matérialité des droits. Prenez l'exemple de la Constitution. Elle a subi un certain nombre de révisions qui l'ont totalement défigurée. Il en est de même des grandes lois qui concernent la vie politique, comme le code électoral, les lois sur les associations, les partis politiques, la presse, etc.

Entre les instances de consistance politique, tel le RCD, et les institutions bureaucratiques à l'instar de la police et des autres services de sécurité, où se sera situé, selon vous, le centre de gravité dans le régime de Ben Ali ?

La police, en particulier la police politique, en était le centre de gravité. Il faut que les chercheurs élaborent une théorie de «l'Etat policier», à partir de l'expérience de Ben Ali. L'Etat policier induit, dans toute la société, des effets d'une perversité complète. Il détruit l'autorité étatique. Il provoque le désintéressement de la chose publique. Il favorise, dans l'esprit civique majoritaire, cette mentalité de la débrouillardise, de la

Liberté et rationalité doivent aller de concert. La liberté démocratique consiste à élaborer, à partir d'un débat d'idées généralisé, des solutions aux problèmes du présent et des plans d'action pour la gestion du futur.

corruption et de la compromission. Il cultive l'instinct de violence et d'agression. Dans ce type d'Etat, les valeurs sont détruites, y compris la valeur la plus sacrée, celle du respect de la vie et de l'intégrité physique. L'Etat policier, c'est un retour à l'état de nature, dans lequel la volonté subjective tient lieu de loi. C'est la négation de la société civile.

Pourquoi, selon vous, l'insurrection du peuple tunisien, ou la révolution si vous préférez, fut spontanée sans rôle essentiel des partis et associations syndicales et professionnelles, encore moins des leaders politiques ? Comment expliquez-vous que cette insurrection intervenue de manière intempestive n'ait pu être ni contrariée ni dévoyée malgré toutes les tentatives enregistrées ?

De manière spontanée, et non pas de manière intempestive. Il s'agit d'une explosion de fureur et de rage, mais d'une rationalité et d'une sagesse étonnante. Explosion de rage et de fureurs contre l'opprobre et la bassesse de l'ancien régime. Rationalité et sagesse, par la nature des slogans, la légitimité des demandes, le sens du sacrifice, l'absence du sentiment de vengeance, la fraîcheur de ses partisans. Sur ce point également, il faudra encore quelques années pour théoriser le sens, la profondeur, les motivations de cette révolution.

Au total, la chute du régime du président Ben Ali, c'est, selon vous, l'échec



Yadh Ben Achour, enfant, aux côtés de son père et du Président Habib Bourguiba.

d'un système autoritariste parvenu à ses limites ultimes ou la résultante de l'influence démesurée de la famille Trabelsi sur le processus de prise de décision national ?

Les deux se conjuguent. L'excès de pouvoir et l'opprobre moral. Sur tous les fronts, Ben Ali a dépassé toutes les lignes rouges.

III – La Haute Instance :

Professeur, permettez-moi cette impertinence. Vous n'éprouvez pas de gêne à présider une instance en charge de réformes politiques essentielles censée permettre l'accès de la Tunisie au système démocratique alors que les instances exécutives actuelles jusques, dans une certaine mesure, le Premier ministre lui-même constituent un héritage de la dictature ? Vous pensez que la démarche est cohérente et légitime ?

Je suis désolé, le Premier ministre ne constitue pas un héritage de la dictature. Il fait partie de tous les responsables politiques qui ont observé réserve et hostilité à l'égard du régime de Ben Ali. Il a même affirmé, expressément, que «Ben Ali était un traître». Pour le reste, nous faisons avec ce que nous avons. Cela fait partie de la maturité du peuple tunisien. Il accepte des solutions boiteuses, sur le plan de la logique abstraite, mais ces solutions sont acceptées en vue du bien commun. La logique du passé et de l'ancien ordre, celle du nouveau et du révolutionnaire, resteront en confrontation au cours des prochaines années. Il faudra du temps pour revenir à l'apaisement généralisé et au retour à la concorde définitive.

La Haute Instance que vous présidez a connu bien des difficultés depuis sa création. Quelles ont été les étapes essentielles d'une mise en place, apparemment des plus laborieuses ? Quels furent les grands obstacles rencontrés par la Haute Instance depuis sa création ?

La Haute Instance a été confrontée aux mêmes problèmes que toutes les institutions de cette période transitoire. Tout s'est fait dans une certaine improvisation et sous la pression des événements. Il a d'abord fallu, à la fin du mois de janvier 2011, concevoir une solution qui tienne compte à la fois de la logique institutionnelle, celle de la première Commission de réforme politique, à caractère exclusivement technique, et de la logique révolutionnaire incarnée par le «Conseil national de protection de la révolution». La Haute Instance, créée par le décret-loi n° 6 du 18 février 2011, constitue la synthèse des

deux logiques. Cet aboutissement a fait l'objet de négociations extrêmement ardues et difficiles entre le Premier ministre de l'époque, Mohamed Ghanouchi, et les composantes principales du Conseil national de protection de la révolution. L'appellation si fastidieuse de l'instance est le produit de cette négociation difficile. L'instance porte, officiellement, le titre de : «Haute Instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique». Une fois mise en place, le 17 mars 2011, la Haute Instance a eu à résoudre la question de sa représentativité, fortement contestée. Il a fallu ensuite surmonter toutes les difficultés découlant du caractère quelque peu hétéroclite de la Haute Instance. N'oublions pas en effet que nous sommes passés successivement d'une simple commission d'une vingtaine d'experts en sciences juridiques, à une Haute Instance composée de 72 personnes, pour aboutir enfin à une assemblée réunissant plus de 150 personnes, sans compter le groupe des juristes. Le caractère disparate de l'instance explique un certain nombre de ses problèmes. Cela a été aggravé par le fait que, travaillant toujours dans l'urgence, la Haute Instance n'a même pas eu le temps d'élaborer un règlement intérieur. Par ailleurs, la compétence de la Haute Instance n'était pas déterminée avec précision. Enfin, le mode de prise de décision n'était pas homogène. Nous avons pratiqué, selon les circonstances, le mode de décision consensuelle et celui de la votation. La procédure de votation a été considérée par certains partis qui ne disposaient pas de la majorité des voix, comme une procédure de marginalisation. Ils se sont alors abrités sous le parapluie du consensus pour contester un certain nombre de décisions. La Nahdha s'est retirée deux fois de l'instance pour cette raison, une fois à l'occasion du report des élections de juillet à octobre, une autre fois à l'occasion de la discussion du projet de décret-loi sur les partis politiques et leur financement.

Malgré toutes ces difficultés, la Haute Instance a réussi à achever l'essentiel de sa mission, préparer le cadre général qui servira à l'organisation des élections pour l'Assemblée constituante.

Quel est le positionnement de la Haute Instance par rapport à l'environnement institutionnel en place en Tunisie ? De quelles prérogatives dispose-t-elle ? Quelles sont ses missions ?

La Haute Instance est une «autorité publique indépendante». Elle fait partie des

institutions de l'Etat. Mais elle doit fonctionner de manière tout à fait autonome, sans recevoir d'ordres ou d'instructions de quiconque. Elle a pour tâche d'examiner et de proposer aussi bien les réformes politiques nécessaires, que les projets de textes juridiques qui doivent les soutenir. Elle a également pour tâche d'examiner et de donner un avis, en coordination avec le Premier ministre, sur l'activité gouvernementale. Sur dernier point, il faut malheureusement constater que le flux ne passe pas de manière appropriée. Le gouvernement n'accepte pas de bonne grâce de se soumettre aux critiques. Les rencontres entre les membres du gouvernement et le Conseil de l'Instance sont, extrêmement, rares. Nous avons reçu deux fois le Premier ministre et une autre fois le ministre des Affaires sociales. Cela est positif, mais pas assez, cependant, pour pouvoir discuter une politique gouvernementale dans son ensemble. Or, les problèmes politiques de notre pays ne manquent pas. La difficulté, c'est que lorsque l'instance s'occupe de ce qui la regarde, il lui est reproché d'outrepasser ses compétences et même de mordre sur celle de la future Assemblée constituante. Lorsqu'elle n'arrive pas, pour des raisons qui lui sont étrangères, à exercer ses attributions, comme en matière d'examen de la politique gouvernementale, il lui est reproché alors sa passivité et sa faiblesse. C'est ainsi que, injustement, l'instance est devenue la cible de toutes les critiques faciles et des points de vue inconsistants. Les textes qui sont à l'ordre du jour de l'Instance ont tous un rapport direct avec la préparation des élections. Il s'agit des projets sur les partis politiques et leur financement, sur les associations, sur les médias et la communication audiovisuelle et sur la presse. Cela rentre directement dans les attributions de l'Instance. Par ailleurs, je rappelle que l'Instance n'a pas de pouvoir de décision. C'est à l'exécutif provisoire de décider. Mais ces projets dérangent énormément certains partis. Ils ont inventé cet argument cousu de fil blanc, selon lequel l'Instance s'est transformée en Parlement et usurpe les pouvoirs de l'Assemblée constituante.

Quelle est l'organisation interne de la Haute Instance ? Nonobstant les commissions spécialisées, comment se déroule la mise en harmonie des travaux d'experts avec avis et recommandations des partis, associations et personnalités présents au sein de la Haute Instance ?

La «Haute Instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique» est composée de deux organismes. Le «Conseil» constitue l'organisme représentatif et politique. Il est composé de personnalités nationales, d'organismes non gouvernementaux et associatifs, de partis politiques et de représentants des régions. Le «Comité d'experts» constitue l'organisme technique dont la tâche essentielle est de préparer les projets de textes juridiques à soumettre à l'examen du conseil. Les experts présents au cours des séances du conseil ne participent pas au vote. Cependant, le rôle du comité d'experts est décisif. C'est au sein du Comité

La première expérience de démocratie politique en Tunisie a vu le jour au sein de l'instance de réalisation des objectifs de la révolution. C'est un point que les détracteurs de l'instance oublient d'évoquer.

d'experts qu'ont été élaborés tous les textes relatifs à l'élection de l'Assemblée constituante. Il en est ainsi de la loi électorale proprement dite, du décret-loi instituant la Haute Instance électorale indépendante, et des décrets d'application de la loi électorale. Aujourd'hui, nous sommes en train de discuter de trois projets fondamentaux, en relation avec les élections.